

Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM

**Arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter
de la SA ALCYON FRANCE à CIVRIEUX**

**La préfète de l'Ain
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.512-7, R.512-46-22 et R.512-46-23 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié applicable aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 mai 2019 enregistrant l'installation d'entrepôt logistique, comprenant 2 cellules, de la SA ALCYON FRANCE à CIVRIEUX ;
- VU** la demande de modification des conditions d'exploiter déposée par l'exploitant le 24 janvier 2022, complétée le 23 juin 2022, dans le cadre du projet de construction d'une troisième cellule de stockage ;
- VU** la décision préfectorale du 14 février 2022 dispensant le projet de construction d'une troisième cellule d'évaluation environnementale ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 juin 2022 ;
- VU** la notification à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral complémentaires ;
- VU** l'absence d'observations de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées nécessitent une modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2019 susvisé ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Ain ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Le tableau des installations classées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2019 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Classement
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques	227 472 m³ Cellule 1 : régulièrement enregistrée le 16 mai 2019 Cellule 2 : régulièrement enregistrée le 16 mai 2019 Cellule 3 : régulièrement enregistrée par le présent arrêté	E
2925-1	Atelier de charge d'accumulateurs	140 kW	D
4130-2	Stockage de substances ou mélanges de toxicité aiguë de catégorie 3 pour la voie d'exposition par inhalation (H331)	5 tonnes	D
4140-2	Stockage de substances ou mélanges de toxicité aiguë de catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301)	5 tonnes	D

E : Enregistrement ; **D** : Déclaration

Article 2 :

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de CIVRIEUX pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfète. Le présent arrêté sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon (www.telerecours.fr) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de l'affichage ou de la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 4 :

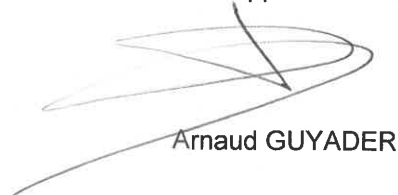
Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le directeur de la SA ALCYON FRANCE – 27 rue Damesme - 75013 PARIS.

- et dont copie sera adressée :
 - au maire de CIVRIEUX,
 - au chef de l'unité départementale de l'Ain – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne – Rhône-Alpes.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 20 juillet 2022

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le directeur des collectivités
et de l'appui territorial,



Arnaud GUYADER